

Survival



Pour les peuples
autochtones, la nature
et toute l'humanité

Survival International - Rapport annuel 2019

Survival est une vieille combattante, une vieille guerrière

Davi Kopenawa Yanomami Peuple yanomami, Brésil

50
ans

OBJECTIFS ET ACTIVITÉS

OBJECTIFS

Survival International est le mouvement mondial pour les peuples autochtones. Nous aidons les peuples autochtones à défendre leurs vies, protéger leurs terres et déterminer leur propre avenir. Nos principaux objectifs sont les suivants :

- promouvoir de bonnes relations interculturelles entre autochtones et non autochtones dans l'intérêt de tous en tâchant d'éliminer toute discrimination basée sur la nationalité ou les origines ethniques ;
- réduire la pauvreté, la malnutrition et les problèmes de santé chez les peuples autochtones ;
- promouvoir, dans l'intérêt de tous, les droits fondamentaux des peuples autochtones (tels que l'établissement la Déclaration universelle des droits de l'homme et les conventions et déclarations ultérieures des Nations unies, en particulier les Conventions 107 et 169 de l'Organisation internationale du travail) ;
- encourager l'éducation et la recherche autour de l'histoire, des institutions et des modes de vie des peuples autochtones ; publier et diffuser les résultats de ces recherches ;
- promouvoir et soutenir toute activité de bienfaisance d'intérêt public concernant les peuples autochtones que les administrateurs de Survival jugeront opportune.

ACTIVITÉS

Pour atteindre ces objectifs, Survival :

- travaille en partenariat avec les peuples autochtones, en leur offrant une plateforme pour s'adresser au monde ;
- entreprend des recherches dans les territoires autochtones, en particulier là où la survie des peuples autochtones est menacée et où sévissent de graves violations de leurs droits fondamentaux ;
- fait usage de ces informations pour informer le public sur les cultures autochtones et faire connaître les problèmes rencontrés par les peuples autochtones ;
- soumet des observations aux gouvernements, entreprises et autres institutions et individus dont les activités pourraient affecter les peuples autochtones, et cherche les influencer pour qu'ils agissent en faveur des peuples autochtones ;
- vise à éliminer les discriminations et les préjugés envers les peuples autochtones et promeut les législations qui protègent leurs droits ;
- soutient les activités des organisations qui représentent les peuples autochtones ainsi que d'autres organisations avec des objectifs similaires ;
- soutient des projets appropriés au sein de communautés autochtones.

INTÉRÊT PUBLIC

Toutes nos activités visant à défendre la vie des peuples autochtones et à protéger leurs terres bénéficient aussi bien aux peuples concernés qu'au grand public. Il y a 370 millions d'autochtones à travers le monde, dont 150 millions font partie de peuples tribaux, ce qui constitue un enrichissement extraordinaire de la diversité de l'humanité. Nous sommes également convaincus que nos efforts pour mettre les peuples autochtones – les meilleurs gardiens du monde naturel – à la tête du mouvement de protection de la nature bénéficient à l'humanité tout entière.

RÉUSSITES ET PERFORMANCE

CAMPAGNES CLÉS

« Peuples non contactés »

Les peuples non contactés sont les peuples les plus vulnérables de la planète. Nous en savons très peu à leur sujet, mais nous savons qu'il en existe plus de cent à travers le monde. Et nous savons aussi que des populations entières sont anéanties par des personnes venues de l'extérieur qui leur volent leurs terres et leurs ressources et par des maladies telles que la grippe et la rougeole, contre lesquelles ces populations n'ont aucune immunité.

Survival est un expert mondial des peuples non contactés et mène depuis 1969 avec succès une campagne en faveur de la protection de leurs terres. Les objectifs de notre campagne sont simples : protéger leurs terres et assurer que leur droit à demeurer non contactés soit respecté. Ce n'est qu'à ces conditions qu'eux-mêmes, ainsi que les environnements dont ils dépendent, pourront continuer de prospérer.

Les Ayoreo, Paraguay

Le peuple ayoreo vit sur le territoire paraguayen du Chaco, qui est en proie à la déforestation la plus rapide dans le monde. Les Ayoreo-Totobiegosode constituent un peuple non contacté, le seul d'Amérique latine en dehors de l'Amazonie. Nous sommes allés à la rencontre de communautés ayoreo contactées afin d'élaborer des stratégies qui s'inscrivent dans notre lutte pour leurs droits. Nous avons mis la pression sur le gouvernement pour qu'il reconnaisse leur territoire et pousse les propriétaires terriens à restituer leur territoire au peuple ayoreo. Nous avons veillé à ce que les événements bénéficient d'une couverture médiatique à l'échelle internationale et avons publié des vidéos « Voix autochtone » sur les revendications des Ayoreo. En 2019, après 26 ans de lutte soutenue par Survival, le peuple ayoreo a reçu le titre de propriété couvrant une surface de 18.000 hectares de leurs terres ancestrales.

Les peuples non contactés du Brésil

L'entrée en fonction du président Jair Bolsonaro le 1^{er} janvier 2019 a été synonyme de catastrophe pour les peuples autochtones du Brésil et a constitué la plus grande menace pour les peuples non contactés depuis une génération. Par conséquent, notre priorité a été de nous opposer à un déferlement d'atteintes aux droits des peuples autochtones déclenchées par sa présidence afin d'empêcher le génocide des peuples non contactés ; nous avons mobilisé des ressources pour une nouvelle campagne clé intitulée « Stoppez le génocide au Brésil » (voir ci-dessous). En sus de notre lutte pour les droits des peuples non contactés du Brésil, nous avons continué à faire pression pour assurer la protection des territoires des peuples awá et kawahiva compte tenu de leur vulnérabilité. Nous avons veillé à ce que les messages et les revendications des Awá soient entendus à travers le monde et avons continué à transmettre des informations à la Commission interaméricaine des droits de l'homme. Nous avons également renforcé notre soutien aux Gardiens de l'Amazonie, qui essaient d'empêcher les bûcherons de détruire illégalement le territoire du peuple awá. Après qu'une mission de terrain fondamentale visant l'expulsion des propriétaires terriens du territoire du peuple kawahiva ait eu lieu fin 2018, nous avons continué à faire pression afin d'assurer la poursuite du processus de protection de ces terres.

Les peuples non contactés de Colombie

Il existe plusieurs peuples non contactés en Colombie, mais seuls deux d'entre eux sont actuellement reconnus par le gouvernement. Le président colombien représente une grave menace pour les peuples autochtones de Colombie. En 2019, la stratégie de Survival a consisté à faire pression sur le gouvernement afin de lui faire respecter la politique relative aux peuples non contactés élaborée en 2018. Nous nous sommes concentrés sur le cas des Nukak, peuple avec lequel nous travaillons depuis 1991 et dont la situation illustre les conséquences désastreuses du contact pour les peuples non contactés. Les Nukak ne peuvent pas retourner sur leurs terres ancestrales en raison de la guerre civile et des conflits d'après-guerre qui perdurent dans le pays. Survival fait pression sur la délégation de l'Union européenne en Colombie et sur le gouvernement colombien pour défendre le retour du peuple nukak sur son territoire. Nous avons attiré l'attention de la presse sur la problématique des peuples non contactés et avons réussi à obtenir la

couverture médiatique de l'un des journaux les plus populaires du pays (El Espectador). Survival a également réussi à faire en sorte que cette problématique soit incluse dans le programme du plus grand festival de journalisme de Colombie, organisé par la fondation Garcia Marquez.

« Conservation de l'environnement »

Les peuples autochtones s'occupent de leurs environnements et en dépendent depuis des millénaires ; il est prouvé qu'ils en prennent soin mieux que quiconque. Ils sont les meilleurs protecteurs de l'environnement et gardiens du monde naturel, et c'est pourquoi nous œuvrons pour faire en sorte qu'ils soient des acteurs de premier plan dans la lutte pour la protection de l'environnement.

Cependant, les peuples autochtones sont illégalement expulsés de leurs terres ancestrales au nom de la protection de la nature et sont accusés de « braconnage » parce qu'ils chassent pour nourrir leurs familles. Ils risquent d'être arrêtés et victimes de violence, voire torturés et tués, par des brigades anti-braconnage financées par de grandes organisations occidentales de conservation de la nature alors que la chasse aux trophées est encouragée. Le fait de prendre pour cible les chasseurs autochtones détourne l'action de la lutte contre les véritables braconniers – des criminels qui s'allient à des fonctionnaires corrompus. Cibler les chasseurs autochtones nuit à la protection de la nature.

Survival International mène la lutte contre les violations subies par les peuples autochtones au nom de la protection de la nature : pour les peuples autochtones, la nature et toute l'humanité.

Les peuples du bassin du Congo

En 2019, les actions de Survival dans le bassin du Congo se sont articulées autour d'un projet initié par le WWF en République du Congo. Messok Dja est le nom qui a été donné à un projet de nouvelle aire protégée située sur les terres ancestrales des peuples baka et bakwele. Pour la création de cette aire, le WWF a reçu des fonds, entre autres, de la part de la Commission européenne, du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et de l'organisme fédéral des États-Unis en charge de la gestion et de la préservation de la faune (United States Fish and Wildlife Service ou USFWS). Les patrouilles financées par le WWF surveillent la zone depuis 2008, interdisant l'accès à la forêt, frappant et torturant les peuples baka et bakwele qu'elles accusent de « braconnage ».

Nos enquêtes confirment que le WWF n'avait pas obtenu le consentement libre, informé et préalable de la part des communautés autochtones locales pour la création de l'aire protégée. L'organisation violait donc le droit national et international, ainsi que sa propre politique relative aux peuples autochtones. Nous avons recueilli de nombreux témoignages à présenter aux bailleurs de fonds en Europe et aux États-Unis afin de les pousser à retirer leurs fonds utilisés une fois encore pour une spoliation de terres coloniales au nom de la préservation de l'environnement.

Nous avons ensuite fait en sorte qu'une série de communiqués de presse soient couverts par les médias internationaux ; nous avons informé des journalistes sur le projet de parc. Grâce à une couverture médiatique maîtrisée, nous avons incité les bailleurs de fonds à lancer des enquêtes sur les violations de droits humains commises à travers le monde au nom de la conservation de la nature.

La Commission caritative du Royaume-Uni (UK Charity Commission) conduit une enquête sur la branche britannique du WWF. Les parlementaires britanniques ont exigé l'ouverture d'une enquête sur le financement du WWF. La Commission européenne reconsidère son financement octroyé pour la création de l'aire protégée Messok Dja. Suite à notre plainte, le PNUD a également mené une enquête sur Messok Dja et semble avoir arrêté de financer le projet.

Ces enquêtes, et les répercussions de la couverture médiatique, ont poussé le WWF à mener sa propre enquête et mettre en place un comité indépendant pour l'examen des abus résultant de son financement. Notre campagne a jusqu'à présent permis d'empêcher la création de Messok Dja en tant que parc national. Le WWF a modifié sa stratégie de manière à inclure les communautés locales et a engagé des discussions

au sujet de l'attribution d'un statut différent à l'aire protégée. C'est le début de grands changements en matière de conservation de la nature qui garantiront que les grandes organisations internationales ne pourront pas recourir à la terreur pour forcer les peuples autochtones à quitter des terres qui leur reviennent de droit. Plus important encore, les Baka nous ont informés que, depuis la campagne de Survival, le nombre d'arrestations illégales avait diminué et que l'emploi de la violence par les gardes forestiers s'était considérablement atténué.

En mars, BuzzFeed News, inspiré par notre campagne, a publié le premier article d'une série d'investigation révélant le rôle du WWF dans les violations des droits humains commises à l'encontre des peuples autochtones. Ces articles audacieux ont suscité une attention sans précédent des médias, ce qui a encouragé d'autres grands organes de presse à réaliser leurs propres enquêtes. Nombre de grands médias francophones ont couvert la campagne, notamment Le Monde, Mediapart, Libération, Le Figaro, France Inter, La Tribune de Genève, La Libre Afrique et La Presse au Canada.

Aux États-Unis, notre campagne a contribué à la décision prise par plusieurs ministères américains de reconsidérer le financement accordé par les États-Unis aux patrouilles anti-braconnage accusées de violations des droits humains. Dans l'attente des résultats de l'enquête, le ministère de l'Intérieur a suspendu l'octroi de financement à de nombreux projets de protection de l'environnement. En septembre, Survival a tenu des réunions à Washington DC avec des membres du Congrès et des législateurs américains pour discuter de l'aire protégée Messok Dja et faire en sorte que le peuple baka soit entendu. Grâce à notre activité de plaidoyer et aux mails envoyés par nos sympathisants, les membres du Congrès sont aujourd'hui conscients des atrocités perpétrées au nom de la préservation de l'environnement. Une loi a été soumise qui, si elle est adoptée, empêchera le gouvernement américain de financer des projets de conservation de la nature qui violent les droits humains.

En Allemagne, la pression mise par Survival, d'autres organisations et les médias sur le gouvernement a incité ce dernier à geler les fonds accordés au parc national de Salonga situé en République démocratique du Congo, où des écogardes financés par le WWF non seulement interdisent aux autochtones l'accès à leurs terres, mais également frappent, torturent, abusent sexuellement et tuent. L'agence allemande de coopération internationale pour le développement (GIZ), le ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ), ainsi que la Banque allemande de développement (KfW) ont mené des études sur les zones protégées situées dans le bassin du Congo. Enfin, il a été demandé au gouvernement et au WWF de transmettre à une commission parlementaire des rapports portant sur la problématique des violations des droits humains et du vol de terres.

En Suisse, la fondation Zewo, qui contrôle les activités des associations et des organisations non gouvernementales et attribue des labels de qualité à celles qui agissent dans le strict respect des normes, examine si elle peut continuer à certifier WWF International.

Inde

En 2019, Survival a poursuivi sa campagne contre les expulsions de communautés autochtones et tribales vivant dans les réserves de tigres en Inde.

L'un de nos objectifs consiste à mettre en lumière le grand nombre de meurtres extrajudiciaires commis par les gardes forestiers à l'encontre d'habitants locaux. En 2014-2015, 45 personnes ont été tuées par des gardes forestiers dans le parc national de Kaziranga situé dans l'État de l'Assam, en Inde. Suite au lancement de notre campagne, aux côtés d'habitants locaux qui ont courageusement dénoncé les atrocités perpétrées, le nombre de meurtres est tombé à six en 2016-2017 et à un en 2018-2019 – ce qui représente un véritable succès.

Survival fait campagne contre les expulsions des Adivasis (peuples autochtones et tribaux d'Inde) de leurs terres situées dans les réserves de tigres. En février 2019, la Cour suprême indienne a ordonné l'expulsion d'environ huit millions de personnes vivant dans les forêts d'Inde (autochtones, tribales et autres habitants). Cette décision a été rendue en réponse aux demandes d'organisations indiennes de protection de l'environnement d'annuler la loi relative aux droits forestiers (Forest Rights Act), qui accorde aux habitants

des forêts le droit à leurs terres ancestrales, y compris à celles situées dans les zones protégées. Ces organisations avaient aussi réclamé l'expulsion des peuples autochtones et tribaux ayant essayé sans succès d'obtenir la garantie de leurs droits en vertu de la loi relative aux droits forestiers. Par ailleurs, des documents confidentiels, qui ont fait l'objet d'une fuite au mois de mars, montrent que le gouvernement indien et la branche indienne du WWF avaient coopéré : les forêts étaient susceptibles d'être transmises à des entreprises privées après l'expulsion des habitants vivant sur ces terres. Ces agissements ont entraîné des manifestations en Inde ; des milliers de sympathisants de Survival ont protesté auprès des autorités indiennes.

En mai, nous avons fait une soumission au Rapporteur spécial des Nations unies sur le logement convenable au sujet des expulsions ordonnées par la Cour suprême indienne et des autres expulsions illégales de personnes autochtones et tribales hors des réserves de tigres à travers le pays. En juillet, le Rapporteur spécial a, avec d'autres, fait une déclaration ferme contre l'ordre d'expulsion ordonné par la Cour suprême indienne, faisant également référence à celles des réserves de tigres.

Bien qu'il n'y ait actuellement plus de menace d'expulsions massives hors des réserves de tigres indiennes, de nombreux peuples autochtones et tribaux ont été expulsés de leurs terres ou sont menacés d'expulsion. En décembre, nous avons publié un rapport sur la légalité de ces mêmes expulsions. Dans notre analyse, nous nous sommes attardés sur l'argument mis en avant par les ministres indiens et les défenseurs de l'environnement. Selon eux, les « relocalisations », telles qu'elles sont officiellement nommées, sont consenties et mises en œuvre dans le respect de la loi. Cependant, notre rapport montre clairement que les expulsions de milliers de personnes autochtones et tribales sont exécutées sans le consentement libre, informé et préalable de la population concernée et en violation de nombreuses règles de droit pertinentes, aussi bien nationales qu'internationales. Enfin, nous avons assuré la diffusion du rapport à grande échelle.

« Les écoles- usines »

Les écoles-usines "reprogramment" les enfants tribaux et autochtones pour les intégrer à la société dominante. Cela fait partie d'une vaste politique délibérée des gouvernements qui vise à effacer l'identité des peuples autochtones et à voler leurs terres. Certaines sont même parrainées par des entreprises ou des industries extractives qui cherchent à exploiter les terres, le travail et les ressources de ces communautés. Aujourd'hui, environ deux millions d'enfants autochtones et tribaux apprennent ainsi à avoir honte d'eux-mêmes et de leurs origines. Beaucoup sont obligés de changer de religion et sont victimes du racisme effroyable des personnes responsables de leur prise en charge. Ils sont souvent victimes d'abus physiques, émotionnels et sexuels. Des écoles similaires ont existé des décennies durant en Australie, aux États-Unis et au Canada. La souffrance qu'elles ont infligée s'est transmise de génération en génération et cause aujourd'hui encore un traumatisme permanent chez les survivants et leurs descendants. Survival International expose l'existence et l'impact des écoles-usines et fait campagne pour mettre un terme aux politiques qui les régissent.

Survival estime que les peuples tribaux et autochtones doivent avoir le contrôle de leur éducation. Elle doit être enracinée dans les terres, la langue et la culture de chaque peuple et doit à la fois apporter aux enfants une éducation solide et – ce qui est vital – les rendre fiers d'eux-mêmes et de leur peuple.

En avril, Survival a officiellement lancé sa campagne contre les écoles-usines au Forum permanent des Nations unies pour les questions autochtones, à New York. Survival a organisé un événement parallèle avec un groupe d'experts autochtones et a projeté le film *Crimes against Children* (Crimes contre des enfants).

Survival International a produit deux versions d'un rapport sur les écoles-usines : un rapport détaillé, entièrement référencé, et une version condensée destinée à un public plus large. Cette dernière a été imprimée pour être distribuée aux publics cibles, aux personnes sensibles à la cause et aux associations autochtones. Une nouvelle page web dédiée à la campagne comprend le film, les liens vers les deux versions du rapport et une page d'action avec des ressources permettant à nos sympathisants d'agir.

L'un des objectifs de la campagne est que les enfants autochtones doivent avoir la possibilité d'être instruits dans leur propre langue. 2019 était l'Année internationale des langues autochtones des Nations unies ; Survival a tiré parti des événements qui ont eu lieu et de l'intérêt généré pour attirer de nouvelles personnes vers la campagne.

L'un des objectifs de cette campagne a été de développer des relations solides avec des contacts travaillant dans le domaine de l'éducation des personnes indigènes dans le monde entier. Cette année, Survival s'est entretenu avec des associations indigènes au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'avec des communautés tribales d'Inde affectées par les écoles-usines. Survival a également coordonné la collecte et la publication de témoignages des communautés touchées par les écoles industrielles dont certains ont été publiés dans le cadre de notre projet Voix Autochtones.

Survival a fait pression sur le département des affaires tribales d'Inde pour qu'il impose un moratoire sur la construction de nouvelles écoles-usines. Plus d'un millier de sympathisants a envoyé un mail au ministère des Affaires tribales exigeant la fermeture des écoles-usines, ainsi qu'une enquête sur les abus commis dans ces écoles et demandant, enfin, à ce que les peuples tribaux et autochtones contrôlent véritablement leur scolarité.

« Stoppez le génocide au Brésil »

L'élection de Jair Bolsonaro représente une véritable menace pour les peuples autochtones du Brésil, la situation étant particulièrement critique pour les peuples non contactés, les plus vulnérables de la planète. Après avoir mené sa campagne présidentielle en promettant que, s'il était élu, il ne démarquerait pas un centimètre supplémentaire de terre autochtone, le président Bolsonaro affiche ouvertement son racisme lors de ses déclarations telles que « Les Indiens changent, évoluent et deviennent de plus en plus des êtres humains comme nous ». Il n'a pas perdu de temps pour lancer un assaut contre les peuples autochtones en nommant, entre autres, des fonctionnaires anti-autochtones à la FUNAI, le département pour les affaires autochtones, en proposant des lois visant à réduire les droits autochtones, en incitant à la violence et aux attaques contre les communautés autochtones, en mettant en avant des leaders autochtones pro-agricoles dans le but de déstabiliser la résistance autochtone et en encourageant l'invasion de leurs terres.

Des partenaires autochtones à travers le Brésil se sont tournés vers Survival, nous demandant de renforcer notre soutien. Pour répondre à cette menace urgente, nous avons développé notre travail à Survival Brésil afin d'attirer un maximum d'attention sur, et de pression contre, les attaques génocidaires de Bolsonaro, tant au niveau national qu'international.

Nous avons été fiers de nous unir aux autochtones brésiliens lors de la manifestation internationale qu'ils ont organisée au cours du premier mois de mandat de Bolsonaro – la plus grande jamais organisée pour les droits autochtones. En partenariat avec l'APIB, l'association des peuples autochtones du Brésil, Survival a co-organisé des manifestations à Berlin, Milan, Londres, Paris, San Fransisco et dans d'autres villes. Nous avons mobilisé des milliers de sympathisants pour faire pression sur le gouvernement brésilien afin qu'il respecte les droits autochtones. Nous avons obtenu une large couverture médiatique dans de nombreux grands médias mondiaux, nous avons publié les témoignages et revendications de personnes autochtones à travers les vidéos du projet « Voix autochtone » et d'autres supports, et nous avons collaboré avec des organisations autochtones pour soutenir leurs propres réunions et actions de défense pour leurs droits territoriaux.

Nous avons créé une plateforme en ligne fournissant des informations aux journalistes et sympathisants et regroupant un large éventail d'actions à mener par solidarité envers les peuples autochtones brésiliens. Des centaines de personnes ont utilisé le « kit activiste » disponible sur la plateforme pour avoir accès à des supports tels que des pancartes et des dépliants, pour trouver également des suggestions de texte à utiliser sur les réseaux sociaux et pour télécharger des « citations vidéo » afin d'aider Survival à diffuser le plus largement possible les voix autochtones.

Encouragés par le nouveau président et la rhétorique anti-autochtone qui fait depuis longtemps partie de ses discours, éleveurs et hommes armés ont multiplié leurs attaques contre les communautés autochtones. Les chercheurs de Survival sont restés en contact étroit avec notre réseau de contacts et ont pu montrer sur tous nos réseaux sociaux les violences alors qu'elles se déroulaient, tout faisant immédiatement pression sur les cibles les plus stratégiques.

En Novembre, Survival a soutenu une délégation de l'APIB composée de dix autochtones du Brésil lors d'une tournée de cinq semaines en Europe pour protester contre le nombre croissant de meurtres et de violation de leurs droits, sensibiliser le grand public et collecter des fonds pour soutenir leur combat. Nous avons organisé une manifestation qui a attiré un grand nombre de personnes devant l'ambassade brésilienne à Londres, lors de laquelle nous avons annoncé que le président Bolsonaro avait remporté notre trophée du « Raciste de l'année ». Nous sommes parvenus à organiser des entretiens entre les médias et les visiteurs autochtones et avons co-organisé une conférence universitaire grâce à laquelle trois des leaders autochtones ont rallié plus de soutien à leur combat.

Alors que la tournée de l'APIB venait de débiter, deux Gardiens de l'Amazonie (des défenseurs autochtones du peuple guajajara) ont été attaqués par des envahisseurs se trouvant illégalement sur leur territoire ; l'un des hommes, Paulo Paulino Guajajara, a été tué. Survival Brésil a travaillé dur pour s'assurer que la mort de Paulo ait un retentissement mondial et que le gouvernement brésilien ne puisse pas faire taire cette tragédie. Les journalistes et de nouveaux organes de presse à travers le monde ont contacté les chercheurs de Survival pour s'entretenir avec eux. Survival, avocats et alliés de la cause ont travaillé avec les Gardiens pour faire pression afin que les meurtriers de Paulo soient retrouvés et poursuivis en justice et pour que les Gardiens puisse bénéficier de la sécurité nécessaire suite à cette attaque.

Il n'est pas exagéré de dire que les peuples autochtones du Brésil sont confrontés à la plus grande menace pesant sur leur existence depuis une génération. La situation est grave mais, grâce à une pression nationale et internationale constante, les peuples autochtones et leurs alliés ont réussi à faire en sorte que le gouvernement brésilien retarde ou annule certains de ses projets les plus dangereux. Survival va continuer à travailler aux côtés des peuples autochtones pour combattre les projets génocidaires du président Bolsonaro.

Autres cas

La vol des terres est le problème le plus important rencontré par les peuples autochtones. À travers le monde, la société industrialisée vole des terres autochtones à des fins lucratives. Ceci est la continuation de l'invasion et du génocide qui ont caractérisé la colonisation européenne des Amériques et de l'Australie. Mais pour les peuples autochtones, la terre, c'est la vie : elle répond à tous leurs besoins matériels et spirituels, de même qu'elle constitue le fondement même de leur identité et de leur sentiment d'appartenance. Le vol des terres autochtones détruit des peuples autosuffisants et leurs modes de vie. Il provoque maladie, misère et suicide.

La clef de la survie et de la prospérité des peuples autochtones est de faire en sorte que leurs terres restent sous leur contrôle. Nous faisons tout notre possible pour leur garantir ce droit.

Chasse à l'or chez les Yanomami – Brésil

Depuis l'élection de Bolsonaro, le territoire yanomami a été envahi par des chercheurs d'or illégaux. Actuellement nous estimons qu'au moins 10.000 mineurs ont envahi le territoire, dont certains ne vivent qu'à quelques kilomètres d'une communauté yanomami non contactée. Les mineurs apportent avec eux de la violence, des maladies et un désastre écologique. Survival surveille de près la situation et fait pression sur le gouvernement brésilien. Nous avons demandé à nos sympathisants d'adresser des lettres à Bolsonaro pour l'exhorter à agir. Nous avons également fait connaître les graves effets sur la santé des Yanomami causés par le mercure qu'utilisent les orpailleurs. Deux études ont révélé que certaines communautés vivant à proximité de ces mines d'or illégales sont contaminées par des quantités dangereuses de mercure présentes dans leur corps.

Le Right Livelihood Award – prix Nobel alternatif – décerné à Davi

Trente ans après avoir accepté le prix Nobel alternatif au nom de Survival, il a été annoncé en septembre que David Kopenawa (conjointement avec l'organisation yanomami Hutukara) était l'un des lauréats de l'année 2019. Survival avait nommé Davi pour ses décennies de combat pour les droits de son peuple et d'autres peuples autochtones. En décembre, Davi a assisté à la cérémonie qui s'est déroulée à Stockholm. Survival l'a aidé en lui servant d'interprète. Nous avons également participé à des réunions et nous sommes entretenus avec divers médias.

Le synode

En octobre, le Vatican a organisé le synode sur l'Amazonie, événement annoncé par le pape en 2017. L'accent étant particulièrement mis sur les peuples autochtones d'Amazonie, un grand nombre de représentants autochtones se sont rendus à Rome pour toute la durée de l'événement. Survival était également présente. Nous avons profité de l'occasion pour mettre en lumière la menace que le président Bolsonaro et son gouvernement font peser sur les peuples autochtones et leurs terres ; nous avons également mis en avant les messages de personnes autochtones par le biais des vidéos du projet « Voix autochtone ». Depuis notre stand situé au sein des bâtiments « Amazonie: notre maison commune », qui regroupaient de nombreuses ONG venues assister à l'événement, nous avons filmé de nombreuses vidéos « Voix autochtone », avons organisé un grand nombre d'interviews avec les médias. Nous sommes également allés à la rencontre de visiteurs autochtones pour échanger et dynamiser notre travail commun.

VOIX AUTOCHTONE

Le projet « Voix autochtone » de Survival invite les peuples autochtones du monde entier à enregistrer des vidéos dans lesquelles ils parlent des choses qui comptent à leurs yeux. Survival diffuse ensuite mondialement ces vidéos, sous-titrées dans de nombreuses langues différentes.

En 2019, Survival a diffusé 31 vidéos dans le cadre de son projet novateur « Voix autochtone » – permettant ainsi que des messages vitaux soient entendus par une large audience. Plus de la moitié venaient de peuples autochtones du Brésil, qui se sont servi de la plateforme pour faire entendre leurs voix contre Bolsonaro et l'impact de son gouvernement sur leurs vies, et pour pousser les autorités à agir en conséquence. D'autres témoignages provenaient de Colombie, du Congo, d'Inde, de Malaisie ou encore du Paraguay.

Nous avons publié des vidéos du projet « Voix autochtone » sur notre site internet et sur nos réseaux sociaux, où elles ont été très appréciées par nos sympathisants. Une vidéo de Hamangai Pataxo, une femme issue de deux peuples, les Terena et les Pataxo Ha Ha Hae, a totalisé plus de 27.000 vues rien que sur Twitter. Il est essentiel pour notre travail que le grand public puisse entendre des membres de peuples autochtones parler en leur propre nom des problèmes qui les touchent et qu'il soit ainsi inspiré et motivé à agir.

MÉDIAS

La présidence de Bolsonaro a généré une couverture médiatique colossale, au niveau national et international. La presse s'est focalisée en grande partie sur la manière dont Bolsonaro traite les peuples autochtones et le dédain dont il fait preuve à leur égard, ainsi que sur l'ouverture de la région amazonienne à l'agro-industrie. Comme on pouvait s'y attendre, en 2019 Survival a répondu à de nombreuses requêtes de la part des médias et a fait le lien avec ses différents contacts auprès des médias dans le but de s'assurer que les voix des peuples autochtones du Brésil soient entendues.

En juillet et août, d'innombrables feux de forêt ont ravagé l'Amazonie. Ces incendies ont engendré une véritable tempête médiatique. Les équipes de Survival ont donné des interviews à de nombreux médias,

dont certains de grande envergure tels que Libération, RTBF, BBC Afrique, Euronews, RTL Info, La Presse, Al Jazeera, The Guardian et Die Zeit. Nous avons également donné des douzaines d'interviews supplémentaires et parlé à un grand nombre de journalistes. Tout cela a notamment permis d'accroître le nombre de personnes qui nous suivent sur les réseaux sociaux.

En juillet également, le groupe d'activistes guajajara connus sous le nom de Gardiens de l'Amazonie a filmé dans la forêt un homme du peuple non contacté des Awá. Ces images ont prouvé un fait essentiel : des personnes de ce peuple vivent sur le territoire autochtone d'Arariboia, actuellement massivement envahi par des bûcherons. Ces images sont les plus nettes jamais enregistrées d'un membre d'un peuple non contacté aperçu sur ce territoire ; elles ont été publiées par l'organisation autochtone Mídia India. En étroite collaboration avec Mídia India, Survival a également publié la vidéo. Elle a été largement diffusée par les médias internationaux, et des articles sur l'homme qui y est visible ont été publiés à travers le monde. Cette vidéo a également permis d'initier un dialogue plus général au sujet des peuples non contactés.

À partir du mois de mars, le média en ligne BuzzFeed a diffusé tout au long de l'année 2019 une série de reportages sur la question des impacts de la protection militarisée des peuples autochtones dans le bassin du Congo, au Népal et en Inde. Les articles se sont principalement concentrés sur le bassin du Congo. Cette série de reportages a eu un impact important et a permis d'avertir le grand public des violations des droits humains commis au nom de la protection de la nature.

Notre campagne pour mettre fin aux écoles-usines a pris de l'élan suite au lancement d'un nouveau film au mois de mai, lequel a d'abord été montré à l'ONU, puis en ligne, où des milliers de personnes l'ont regardé. Nous avons également produit une courte vidéo pour promouvoir cette campagne sur les réseaux sociaux, ainsi que de nombreuses vidéos pour le projet « Voix autochtone ». Deux de ces vidéos montrent des mères de l'État du Maharashtra en Inde dont les filles ont été victimes de maltraitances et d'abus au sein d'une école-usine, une affaire qui a suscité l'attention des médias. Avec le consentement des parents, Survival a présenté cette affaire aux médias afin d'alerter l'opinion publique sur les abus d'enfants issus de peuples autochtones et tribaux, largement répandus au sein de telles écoles.

ÉDUCATION ET DIFFUSION

Nous nous efforçons sans cesse d'attirer l'attention d'un public toujours plus large sur les menaces auxquelles les peuples autochtones sont confrontés. C'est pourquoi, en 2019, nous avons profité de nombreuses conférences et événements pour promouvoir nos différentes campagnes. Tout au long de l'année, nous avons donné des conférences dans des écoles, des universités, lors de projections cinématographiques, de festivals, de tables rondes et plus encore.

Nous avons participé à divers festivals tels que Feuy'stival, Le Rêve de l'Aborigène, Climax Bordeaux, Festival Limoge et Le Grand Bivouac. Nous avons également été invité comme intervenants à des conférences, notamment "Paroles des peuples racines" à l'École des métiers de l'information, "Peuples autochtones : l'urgence de résister" à Ground Control, "Peuples autochtones et justice transitionnelle" à l'Université d'été du Pays basque et "Défendre les droits des peuples autochtones d'Amazonie" à l'IHEAL.

Survival a conçu et mis en place en 2019 un programme d'événements lui permettant de s'assurer un impact régulier sur le public visé, parmi lesquels la projection du film *Piripkura* (sur les peuples non contactés en Amazonie), suivie d'un débat, lors de la Semaine de l'Amérique latine à Paris.

SYMPATHISANTS

Survival est un mouvement mondial qui tire sa force de ses milliers de sympathisants. Nous dépendons d'eux. Que ce soit en répondant à nos appels à dons ou nos collectes de fonds, en achetant depuis notre

catalogue ou en envoyant des mails pour faire pression sur les décideurs, en relayant nos informations sur les réseaux sociaux ou encore en participant à nos manifestations, leur argent, leur énergie et leur enthousiasme nous permettent de faire face à l'une des crises humanitaires les plus urgentes et atroces de notre époque. Voici quelques exemples parmi d'autres illustrant le soutien que nous avons reçu en 2019 :

Collectes de fonds par les sympathisants et bénévoles

En novembre, les élèves du collège Louis Paulhan de Sartrouville ont participé à un cross solidaire. Chaque kilomètre parcouru a ensuite été converti en dons, leur permettant ainsi de collecter 4.111 euros pour Survival et la lutte pour les peuples autochtones.

En avril, cinq athlètes ont participé au marathon de Londres au nom de Survival. Au total, ils ont recueilli près de 10.000 euros. Ils ont tous les cinq achevé la course, notamment l'un d'entre eux qui s'est blessé à mi-course mais était déterminé à franchir coûte que coûte la ligne d'arrivée.

Travail de sensibilisation

En décembre, rejoints par nos bénévoles Anouk, Olivier et Gorka, nous avons tenu un stand au marché de Noël des Grands Voisins à Paris. Nous avons saisi cette opportunité pour gagner de nouveaux sympathisants pour soutenir les peuples autochtones et y avons vendu des exemplaires de notre calendrier, de nos cartes postales, des sacs en toile et des T-shirts de Survival.

Concours photo

Le concours de photographies pour le calendrier 2020 a atteint un nombre record de participants issus de peuples autochtones. À la tête de cette compétition, quatre des douze vainqueurs sont issus de peuples autochtones, dont Edgar Kanaykō Xakriabá, un homme de la tribu des Xakriaba du Brésil, dont la photographie gagnante est visible ci-dessous.



Bénévoles

Nos bénévoles ont tenu des stands lors de divers festivals, permettant ainsi de sensibiliser un nouveau public. Parmi eux, Marc, qui a tenu un stand au festival Climax Bordeaux ; Léna, qui était présente sur un stand au concert de Djuena Tikuna (une chanteuse du peuple tikuna au Brésil).

Trois autres bénévoles ont passé du temps au siège londonien pour soutenir notre travail, que ce soit pour le montage de vidéos du projet « Voix autochtone » ou le classement de notre bibliothèque d'images.

Une description plus détaillée du travail entrepris à travers le monde par Survival International peut être consultée sur le site internet www.survivalinternational.fr.

PROJETS POUR L'AVENIR

Les membres du conseil d'administration continueront à faire avancer les objectifs de l'association en ayant recours à des méthodes complémentaires telles que l'éducation, la sensibilisation, les projets sur le terrain, la recherche et la publicité.

Les menaces contre les peuples autochtones, en particulier au Brésil, en Colombie et en Inde, sont aiguës et croissantes. Nous continuerons d'allouer des ressources importantes pour empêcher la disparition des peuples non contactés (les peuples les plus vulnérables de la planète), mettre fin aux abus subis par les peuples autochtones au nom de la « protection de la nature » et combattre des modes de scolarisation conçus pour isoler les enfants autochtones de leur milieu, de leur famille et détruire leur héritage.

Nous investissons dans de nouveaux systèmes dans le cadre d'efforts permanents visant à mettre à jour et rationaliser le travail lié aux relations avec les sympathisants et à mieux suivre les résultats de nos campagnes. Cela nous aidera à travailler de manière plus efficace et productive. Le projet devrait être achevé au printemps 2020.

STRUCTURE, GOUVERNANCE ET GESTION

STRUCTURE

Survival est une association à but non lucratif et reconnue d'intérêt général dont l'objectif est d'aider les peuples autochtones à défendre leurs vies, protéger leurs terres et déterminer leur propre avenir. Le mouvement est constitué d'un secrétariat international basé à Londres et de six bureaux nationaux situés en France, en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas, en Espagne et aux États-Unis. Le bureau italien dépend directement du siège central de Londres. Tous les autres bureaux sont régis par les lois relatives aux associations à but non lucratif de leurs pays respectifs, et leur utilisation du nom et du logo de Survival est soumise à l'autorité du conseil. À l'exception de l'Italie, dont les comptes sont consolidés dans ceux du siège et dont les résultats sont inclus dans les rapports de gestion consolidés, chaque bureau publie ses comptes séparément.

GOUVERNANCE ET GESTION

Survival est inscrite sous le nom de Survival International France comme association Loi de 1901, reconnue d'utilité publique depuis 2007 et régie par des dispositions statutaires. Survival International France et ses diverses composantes sont dirigés par un conseil d'administration et un bureau exécutif. Les membres du conseil sont les administrateurs de l'organisation. Ses membres sont choisis pour leur compétence et leur expérience dans les domaines concernés, ainsi que pour leur soutien aux objectifs de Survival. Ils sont élus pour des mandats de trois ans par les membres existants du conseil. Le conseil se réunit au moins deux fois par an. Le conseil est chargé de surveiller les activités de l'organisation, de superviser sa gouvernance et de s'assurer qu'elle remplit ses objectifs.

COLLECTES DE FONDS

Les collectes de fonds de Survival ne sont pas confiées en sous-traitance à des employés externes ou des entreprises. Elles sont généralement menées via des appels à apporter un soutien financier envoyés à nos sympathisants par mail ou par courrier en moyenne quatre fois par an. Chaque année, nous recevons moins de dix messages de personnes se plaignant d'une fréquence excessive. Toute demande de retrait des listes de contact et de diffusion est immédiatement honorée. Aucune pression n'est exercée. Une importante part de nos revenus provient de dons spontanés.

POLITIQUE FINANCIÈRE

Contrairement à de nombreuses associations reconnues d'intérêt public, Survival ne reçoit aucune subvention gouvernementale. Ce sont les donateurs individuels qui fournissent à l'association la plus grande partie de ses revenus. Le reste peut provenir de fondations, ainsi que d'activités commerciales (telles que la vente de notre calendrier). La nature de ce financement nous offre une indépendance considérable et soutient donc le travail solide que Survival International effectue pour les peuples autochtones depuis les années 1970. Survival est la seule organisation internationale de cette envergure défendant les peuples autochtones avec ce mode de financement.

RAPPORT FINANCIER

Le compte de résultat ci-dessous permet d'offrir une visibilité globale sur les sommes collectées par l'association et de comprendre comment elles sont utilisées dans le contexte de notre structure nationale. Il atteste de la sincérité et de la comptabilité avec les documents comptables fournis à notre commissaire aux comptes. Le résultat de l'exercice 2019 est de -46.078 euros contre 59.966 euros en 2018 ; cette différence s'explique notamment par l'embauche de personnel et des voyages sur le terrain.

Compte de résultat association détaillé

Présenté en Euros

RUBRIQUES	Exercice clos le		Exercice précédent		VARIATION	%
	31/12/2019	(12 mois)	31/12/2018	(12 mois)		
	FRANCE	EXPORTATIONS	TOTAL	TOTAL		
Produits d'exploitation						
Autres produits d'exploitation						
Cotisations			240	240	240	N/S
<i>Cotisations Adhérent</i>			240	240	240	N/S
Autres produits			201 228	221 746	- 20 518	-9,25
<i>Dons réguliers</i>			154 318	100 553	53 765	53,47
<i>Dons Ponctuels</i>			46 910	61 845	- 14 935	-24,15
<i>Legs</i>				59 348	- 59 348	-100
Transfert de charges			999	- 1 059	2 058	194,33
<i>Transferts de charges d'expl.</i>			999	- 1 059	2 058	194,33
	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION		202 467	220 687	- 18 220	-8,26
	PRODUITS EXPLOITATION		202 467	220 687	- 18 220	-8,26
Produits financiers						
Autres intérêts et produits assimilés			1 026	8 652	- 7 626	-88,14
<i>Autres produits financiers</i>			1 026	8 652	- 7 626	-88,14
	PRODUITS FINANCIERS		1 026	8 652	- 7 626	-88,14
Produits exceptionnels						
Sur opérations en capital			59 587	59 587	59 587	N/S
<i>Produit de cession éléments ac</i>			59 587	59 587	59 587	N/S
	PRODUITS EXCEPTIONNELS		59 587	59 587	59 587	N/S
	TOTAL PRODUITS		263 080	229 339	33 741	14,71
	SOLDE DEBITEUR = DEFICIT		-46 078	- 46 078	- 46 078	N/S
	TOTAL GENERAL		309 159	229 339	79 820	34,80
Charges d'exploitation						
Variations stocks de marchandises			286	334	- 48	-14,37
<i>Variation stocks de marchandises</i>			286	334	- 48	-14,37
Autres achats non stockés			5 115	4 255	860	20,21
<i>Achats materiel equipem. travaux</i>			1 126	818	308	37,65
<i>Fournitures non stock. eau, énergie</i>			1 275	948	327	34,49
<i>Fournit. entretien & petit equip.</i>			1 403	1 331	72	5,41
<i>Fournitures administratives</i>			1 310	1 159	151	13,03
Services extérieurs			20 439	18 867	1 572	8,33
<i>Locations immobilières</i>			13 276	13 188	88	0,67
<i>Locations mobilières</i>			2 038	1 041	997	95,77
<i>Charges locatives et de copropriété</i>			4 565	4 134	431	10,43
<i>Multirisques</i>			562	504	58	11,51
Autres services extérieurs			29 113	28 284	829	2,93
<i>Honoraires</i>			11 409	10 498	911	8,68
<i>Publicité publicat. relat. publiq.</i>			1 816	2 137	- 321	-15,02
<i>Catalogues et imprimés</i>			1 426	3 779	- 2 353	-62,27
<i>Voyages et déplacements</i>			4 992	4 176	816	19,54
<i>Missions</i>			4 862	3 749	1 113	29,69
<i>Receptions</i>			1 334	1 334		N/S

RUBRIQUES	Exercice clos le	Exercice précédent	VARIATION	%
	31/12/2019 (12 mois)	31/12/2018 (12 mois)		
<i>Frais postaux</i>	1 653	817	836	102,33
<i>Téléphone</i>	114	1 080	- 966	-89,44
<i>Internet</i>	524		524	N/S
<i>Services bancaires et assim.</i>	981	2 048	- 1 067	-52,10
Impôts, taxes et versements assimilés	2 055	1 574	481	30,56
<i>Part. employ. a form. prof. cont.</i>	2 055	1 331	724	54,40
<i>Développement du paritarisme</i>		167	- 167	-100
<i>Autres impôts taxes & vers. ass.</i>		75	- 75	-100
Salaires et traitements	120 566	63 074	57 492	91,15
<i>Salaires appointements</i>	114 851	59 722	55 129	92,31
<i>Conges payés</i>	497	1 594	- 1 097	-68,82
<i>Primes et gratifications</i>	2 448		2 448	N/S
<i>Indemnités transport</i>	827	378	449	118,78
<i>Indemnités de stage</i>	1 943	1 380	563	40,80
Charges sociales	37 380	25 534	11 846	46,39
<i>Cotisations urssaf</i>	22 771	18 771	4 000	21,31
<i>Cotisations aux mutuelles</i>	3 364	1 403	1 961	139,77
<i>Cotisations aux caisses retr.</i>	6 122	4 453	1 669	37,48
<i>Cotisations aux assedics</i>	4 927		4 927	N/S
<i>Cotisations aux autres org. soc.</i>	77	638	- 561	-87,93
<i>Medecine du travail</i>	120	269	- 149	-55,39
. Sur immobilisations : dotation aux amortissements	1 430	1 652	- 222	-13,44
<i>Immobilisations corporelles</i>	1 430	1 652	- 222	-13,44
Autres charges	33 103	25 801	7 302	28,30
<i>Redev. concess. brev, lic, marq,...</i>	33 103	25 800	7 303	28,31
<i>Charges diverses gestion courante</i>		1	- 1	-100
CHARGES EXPLOITATION	249 486	169 374	80 112	47,30
Charges financières				
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	193		193	N/S
<i>Pénalités, amendes</i>	193		193	N/S
Sur opérations en capital	59 384		59 384	N/S
<i>Valeur cession élément d'actif</i>	59 384		59 384	N/S
CHARGES EXCEPTIONNELLES	59 577		59 577	N/S
Impôts sur les sociétés	95		95	N/S
<i>Imposition revenu patrimoine</i>	95		95	N/S
TOTAL CHARGES	309 159	169 374	139 785	82,53
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT		59 966	- 59 966	-100
TOTAL GENERAL	309 159	229 339	79 820	34,80

Evaluation des contributions volontaires en nature

RUBRIQUES	Exercice clos le	Exercice clos le	VARIATION	%
	31/12/2019 (12 mois)	31/12/2018 (12 mois)		
+ Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
+ Produits exceptionnels sur opérations en capital	59 587		59 587	N/S
+ Reprises sur provisions & transferts de charges except°.				
- Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	193		193	N/S
- Charges exceptionnelles sur opérations en capital	59 384		59 384	N/S
- Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
RESULTAT EXCEPTIONNEL	10		10	N/S
- Participation des salariés aux résultats				
- Impôts sur les bénéfices	95		95	N/S
RESULTAT NET COMPTABLE	-46 078	59 966	- 106 044	176,84
RESULTAT NET / CHIFFRE D'AFFAIRES	%	%		